

La CGT appelle aux marches #NousToutes le samedi 23 novembre.

L'an dernier, grâce au soutien de dizaines d'associations et organisations et à la mobilisation de nombreux.ses bénévoles, NousToutes a rassemblé près de 60 000 personnes dans toute la France pour une immense marche contre les violences sexistes et sexuelles. Cette mobilisation a permis que de nombreuses personnes s'engagent dans la lutte contre les violences.

L'écart entre l'ampleur mobilisation et la réponse des pouvoirs publics est déconcertante. **#NousToutes appelle à marcher à nouveau samedi 23 novembre prochain pour exiger du gouvernement des mesures et des moyens adaptés.** Nous exigeons 1 milliard d'euros spécialement dédié à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles et avec les féminicides à marcher le samedi 23 novembre dans toute la France.

Chaque jour, dans notre pays, des femmes sont victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, médicales, physiques ou sexuelles. Une femme meurt tous les 2 jours assassinée par son compagnon ou son ex-compagnon. Qu'elles aient lieu à la maison, au travail ou dans la rue, les violences ne sont pas une fatalité. Jamais.

Avec ces marches, nous dirons notre exigence d'un monde dans lequel les violences n'ont pas leur place. Les femmes et les enfants, aujourd'hui victimes de violences, peuvent être protégé·e·s. Les femmes et les enfants en danger peuvent être mis·es en sécurité. Les criminels doivent être sanctionnés.

Nous rappellerons que c'est notre droit fondamental de vivre à l'abri des violences. Ce droit est chaque jour bafoué dans une indifférence qui nous sidère.

Nous ferons entendre nos voix dans chaque famille, entreprise, administration, quartier, école, hôpital et association. Dans tous les espaces de vie, la question des violences doit être posée. Et traitée.

Nous porterons la voix de toutes celles qui, parmi nous, cumulent les violences en raison de leur situation de handicap, de vulnérabilité, de leur âge, de leur origine sociale, de leur statut de migrantes, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou parce qu'elles sont racisées.

Nous porterons la voix des milliers d'enfants victimes ou co-victimes de violences. Nous dénoncerons les décisions de justice qui relaxent des pédocriminels en bafouant les droits les plus élémentaires des enfants.

Nous porterons la voix de celles qui ne peuvent plus parler. Celles qui ont été assassinées parce qu'elles étaient des femmes. Nous n'arrivons plus à compter les cas où les féminicides auraient pu être évités. Nous proclamerons notre colère de voir que les pouvoirs publics leur ont tourné le dos, classant leurs plaintes, refusant d'entendre leurs appels à l'aide.

Nous ferons en sorte que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures à la hauteur. Les demi-solutions ressassées depuis des décennies ne fonctionnent pas. Un Grenelle ne suffira pas. Le gouvernement doit passer à la vitesse supérieure et débloquer un milliard d'euros pour financer des politiques publiques qui touchent l'ensemble de la population. La société est prête à se mettre

en mouvement contre les violences. Il manque aujourd’hui la volonté politique et les moyens.

Les solutions pour faire sortir la France des violences existent. Mieux, elles sont connues et reconnues. Les associations de terrain en parlent. Sans cesse. Parmi elles : formation des professionnel·le·s à détecter les violences et à réagir de manière efficace, ouverture de places pérennes d’hébergement dans des lieux dédiés, démultiplication des ordonnances de protection et systématisation des bracelets électroniques pour les compagnons violents condamnés, campagnes de communication continues et nationales sur le modèle de celles que l’on a connues pour la sécurité routière, prévention obligatoire et systématique à l’école, obligation faite aux entreprises de prévenir effectivement les violences sexistes et sexuelles au travail et de protéger les femmes victimes de violences conjugales.

Le 23 novembre nous marcherons. Nous exprimerons notre force, notre colère et notre détermination. Nous sommes déjà des milliers. Et nous allons en finir avec les violences sexistes et sexuelles.

Rejoignez-nous.